



Au sommaire de ce numéro

Drogues et toxicomanies : quelle politique ?	2
De l'Europe, de l'euro (<i>fin du débat</i> : Michel Berger).....	4
Chaque jour (<i>Claire d' Aurélie</i>), La Dame de fer (<i>Jean-Louis Michniak</i>) Le Costa Rica (<i>Pierre Colas</i>).....	6
Agenda.....	6
Courrier des lecteurs.....	7

Non au « Pacte budgétaire » et à l'Europe punitive, oui à une Europe solidaire !

**Vous adhérez
aux idées
d'Attac ?
Adhérez à
Attac !**

**Dès maintenant,
réglez votre
cotisation 2012**

Si vous êtes assujetti à l'impôt sur le revenu, vous pourrez déduire 66% de votre cotisation du montant de votre impôt.

30 % de votre cotisation est reversée à votre comité local (dans les Hauts de Seine, Attac 92), le solde permettant à Attac France de financer et articuler les campagnes nationales et internationales

Le prochain numéro paraîtra début avril

**Diffusez,
par courriel
ou sur papier...**

Abonnez vos parents, vos amis ! Il vous suffit de nous le demander.

Faites leur plaisir!

Mercredi 29 février, la Confédération européenne des syndicats (CES) appelle à une journée de mobilisation des syndicats européens pour dénoncer le nouveau traité européen – le Pacte fiscal – qui sera signé lors du Sommet européen des 1er et 2 mars. Dans de nombreux pays européens, les syndicats européens manifesteront contre un texte qui ne propose rien d'autre que d'enfoncer l'Europe d'un cran dans l'austérité généralisée.

Avec le Pacte budgétaire, c'est une véritable camisole de force néolibérale qui est imposée à l'Europe. Ce nouveau traité impose en effet des dispositifs de contrôle technocratiques des budgets nationaux, ainsi que des sanctions pour les « mauvais élèves » de l'austérité. Il prévoit la mise en place de « règles d'équilibre budgétaire » dans les législations nationales.

Les gouvernements seront donc amenés, de gré ou de force, à procéder à des coupes drastiques dans la fonction publique, à financiariser les régimes de retraites, à flexibiliser leur marché du travail et remettre en cause les droits sociaux et syndicaux pour mieux « modérer » les salaires. De telles politiques d'austérité ont pourtant déjà prouvé leur inanité en Grèce, plongeant le pays dans un chaos économique et social sans précédent, après deux années de soi-disant « plans de sauvetage ». La Grèce sera donc le laboratoire du pire.

Le Pacte budgétaire s'articule avec le Mécanisme européen de stabilité (MES), qui succède au Fonds européen de stabilité financière (FESF). Il institutionnalise les politiques destructrices menées par la Troïka dans les pays surendettés. Pour financer cette prétendue « solidarité », le MES devra emprunter sur les marchés financiers : pour permettre au MES de conserver sa note, les gouvernements devront ainsi redoubler de rigueur... Un bricolage absurde, qui permet d'éviter une intervention directe, pourtant nécessaire, de la Banque centrale européenne.

Le Pacte budgétaire participe, avec le MES, d'une dérive autoritaire et technocratique des institutions européennes. Il organise le transfert de pans entiers des politiques économiques des gouvernements européens vers des instances non élues... dont la principale prérogative consiste à « rassurer les marchés ».

Les peuples européens doivent se mobiliser au plan national et européen, pour exprimer le rejet de cette dérive technocratique et autoritaire. Le choix de l'austérité généralisée engage notre avenir. A ce titre, un véritable débat citoyen et une consultation populaire sont nécessaires.

En France, le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique appelle tous les citoyens à se mobiliser dans leurs quartiers, leurs villages, leurs lieux de travail, pour construire ensemble ce débat. Dans cette perspective, nous nous joignons aux manifestations organisées par les syndicats à l'appel de la CES.

Drogues et toxicomanies : quelle politique ?

compte-rendu de la discussion lors de la réunion publique ATTAC 92 à Montrouge le 2 février avec Philippe Adrien, journaliste et médecin

Tout se passe aujourd'hui comme si, en France, le débat public et politique sur les drogues était devenu impossible.

Les drogues constituent à l'évidence un problème social. Elles font peur, et légitiment par là même les discours et les dispositifs les plus répressifs.

Les drogues sont dangereuses, en particulier vis-à-vis des adolescents, comme les accidents de la route, les tentatives de suicide, les actes de violence, mais aussi les contaminations par VIH nous le montrent.

Cependant, le danger est réel pour toutes les drogues, **alcool et tabac compris**. N'est-il pas réducteur de considérer seulement et partiellement les produits modificateurs d'un état de conscience en termes de dangerosité (des substances, des usages, des incitateurs), sans prendre en compte le fait qu'ils sont source de plaisirs et d'expérimentations, d'affirmation d'un rejet à différents niveaux ou d'une solitude prolongée ?

Comment sortir de cette schizophrénie collective ? Elle produit des blocages là où il faudrait agir. Il est nécessaire de porter un autre regard sur les drogues, plus pragmatique, mieux informé.

La « guerre à la drogue » est un échec. Elle a créé des Etats défaillants dans le monde en développement sans parvenir à enrayer la consommation dans les pays riches.

Quelle politique faudrait-il mener ?

C'était le thème de la réunion publique organisée à Montrouge par Attac92.

Jean-Paul Allétru introduit la réunion en relevant dans la presse de ce jour plusieurs informations en rapport avec notre débat :

- Jean Ziegler, rapporteur des Nations-Unies, souligne que « par sa puissance financière, la criminalité influence secrètement la vie économique, l'ordre social, l'administration publique et la justice de nombreux Etats. Dans certains cas, cette criminalité organisée dicte sa loi et ses valeurs. De cette façon disparaissent graduellement l'indépendance de la justice, la crédibilité de l'action politique, et, finalement la fonction protectrice de l'Etat de droit. La corruption devient un phénomène accepté. Le résultat est l'institutionnalisation progressive du crime organisé ». (*Courrier international*, 2 février).

- «Le fructose [exerce sur le foie des effets toxiques similaires à ceux de l'alcool], ce qui « n'est pas surprenant puisque l'alcool est dérivé de la fermentation du sucre ». « De nombreuses études se sont intéressées aux propriétés du sucre induisant une dépendance chez l'homme ». C'est ce qu'écrivent dans la revue « Nature » trois scientifiques américains, qui recommandent, devant la gravité de la situation (l'humanité compte à présent 30 % de plus de personnes obèses que d'individus sous-alimentés) de taxer les aliments sucrés, comme on taxe le tabac et l'alcool. (*Le Monde*, 3 février).

- Le syndicat de la magistrature s'est prononcé pour la dépénalisation de l'usage de toutes les drogues. « N'est-ce pas une provocation ? », demande le journaliste du *Monde* (3 février) à son président, Matthieu Bonduelle. – « Vraiment pas. Le Syndicat de la magistrature a toujours été en lien avec le mouvement social, avec les réseaux de réduction des risques, les associations, la commission de l'ONU, qui ont une vraie expertise de la situation. Il faut changer de logique : elle est aujourd'hui très largement répressive et très marginalement sanitaire. Il ne s'agit pas de dépénaliser les trafics, les drogues sont dangereuses, mais d'envoyer en prison un consommateur d'héroïne n'a pas beaucoup de sens. Le débat est très pollué par la morale : qui peut penser aujourd'hui que la politique sécuritaire est efficace ? Nous avons la liberté de réfléchir. Aux politiques de s'en saisir ».

Philippe Adrien commence son exposé en rappelant que « drogue », autrefois, signifiait « médicament ».

Aujourd'hui, on entend par « drogue » toute substance psychotrope ou psychoactive perturbant le fonctionnement du système nerveux, et qui entraîne une dépendance psychologique ou physique.

Les drogues ont quatre types d'effets, variables selon les doses : plaisir, sédatif, excitant, hallucinogène.

La **réglementation** distingue des produits « licites » (tabac, alcool, médicaments), et « illicites » (cannabis, héroïne, cocaïne, drogues de synthèse), et à cette liste on peut ajouter d'autres drogues : la chocolat, le jeûne, les jeux de hasard, le sexe, le sport, le travail accompagné de stress (qui toutes engendrent la libération de neurotransmetteurs).

Du point de vue de la **dangerosité**, on distingue la morbidité-mortalité (overdose, toxicité chronique, infections, sida, violences, accidents) et l'impact sur la société (désocialisation, avec l'impact sur la famille, les enfants ; économie parallèle ; corruption, pouvant être gravissime).

En 1998, le professeur Bernard Roques a, dans un rapport officiel, classé les drogues en trois catégories, en fonction de leur dangerosité :

1 (les plus dangereuses) : héroïne, cocaïne, alcool

2 : psychostimulants, hallucinogènes, tabac, benzodiazépine

3 : cannabis.

En termes de sécurité sanitaire, la dangerosité est d'autant plus élevée que les personnes consommatrices sont nombreuses : décès dus à l'alcool et au tabac 50 000 à 100 000 par an (cyrrhoses, cancers du poumon, ...) ; décès dus aux drogues illicites 10 000 par an (en font partie les décès par overdose, 200 à 300 par an, les infections par le sida, en diminution).

En termes de sécurité publique s'ajoutent les accidents (causés par l'alcool, et les médicaments, principalement), les mafias.

Petite histoire de la lutte contre les toxicomanies.

L'alcool a dès l'origine été prohibé dans le monde musulman.

Ironie de l'histoire, la France et l'Angleterre ont fait la guerre à la Chine, au début du XIXe siècle, pour l'obliger à accepter notre opium, que l'Empereur voulait interdire (guerre de l'opium)...

Dans les années 1920, aux Etats-Unis, la prohibition de l'alcool a eu pour conséquences l'augmentation de la toxicité du produit, le développement de la mafia (qui a gangrené le syndicat des camionneurs) : ce fut un échec massif.

En 1912, une convention internationale s'en prend à la production et au trafic d'opium, de morphine, de cocaïne ; en 1925, le cannabis est ajouté à la liste.

Ce n'est que depuis 1971 que des accords s'en prennent également à la consommation. La pénalisation de la consommation est donc récente, et elle n'est pas universelle.

Bilan :

- **consommation en augmentation dans le monde.** Héroïne et morphine avaient diminué, mais remontent depuis 4-5 ans ; la cocaïne semble baisser.

La clandestinité entraîne des problèmes de qualité du produit, donc des problèmes de santé.

- **économie parallèle.** Le coût pour le consommateur est multiplié par 1000, d'où prostitution, petite délinquance

- **corruption massive.** D'après OICS 2010 « le trafic de drogue n'est possible que grâce à la large corruption des services de lutte contre la drogue ». Pour les trafiquants qui réussissent à jouer les indicateurs des services de police, c'est tout bénéfique, les concurrents sont éliminés ; les corrompus montent dans la hiérarchie...

Cela peut aller jusqu'à des Etats fantoches.

-développement important d'un réseau criminel international (mlafia) qui n'existait pas précédemment.

La guerre de la drogue fait 26 000 morts par an, au Mexique...

Si on envisage une dépénalisation :

(En 2008, il y a eu 150 000 interpellations pour consommation de cannabis...)

Si on distribue des seringues, on voit chuter le nombre d'infections (septicémies, ...)

Salles de consommation : il y a consensus professionnel pour dire que cela améliore la situation des drogués.

En Suisse, le nombre d'héroïnomanes a été divisé par 4. L'héroïne est considérée comme une maladie, et non plus comme un acte criminel ; l'héroïne a perdu tout prestige et est vue comme une addiction de « losers ».

Distribution contrôlée. C'est ce qu'on fait pour le tabac et l'alcool. Les produits ne sont plus frelatés.

La distribution est encadrée, on peut mettre en oeuvre une politique de prix. On sait que si on augmente sensiblement, d'un coup, le prix du tabac, la consommation chute. L'entrée dans le tabagisme est très sensible à l'effet prix. Ce qui est efficace, c'est un effet seuil, plutôt que des augmentations modérées. A ajuster avec doigté, pour éviter que ne se créent des circuits parallèles.

La distribution s'accompagne de conseils de prévention, généraux ou personnalisés.

C'est cette politique qui a permis de baisser la consommation de l'alcool et du tabac, et donc les cancers du poumon (hélas pas encore chez les femmes).

Débat

Philippe Ponge. Eva Joly pour sa part formule clairement qu'elle est favorable à la dépénalisation, à la régularisation et aux salles de shoot. Une pétition signée par plus d'un demi-million de personnes a été remise à l'ONU l'année dernière pour « arrêter la guerre contre la drogue » vieillie de 50 ans, plus néfaste qu'efficace.

Rosine. Le trafic de drogue alimente le commerce des armes.

J'ai vu des adolescents plonger dans le hasch, se désocialiser, perdre toute motivation.

Le seul discours de prévention ne suffit pas, on le voit bien avec les campagnes contre le tabagisme.

Philippe Adrien. Oui, le hasch est un produit dangereux, mais la meilleure façon de lutter contre n'est pas de l'interdire.

La consommation d'alcool et de tabac chez les jeunes a été divisée par deux sur les vingt dernières années.

Rosine. Et la biture du samedi soir ?

Philippe Adrien. On en parle davantage, mais la consommation a baissé.

Daniel. Il existait un observatoire géopolitique des drogues, il a été supprimé économiquement par un arrêt des demandes d'études du gouvernement. .

Qui tire le plus grand profit des trafics de drogue ? Ce sont les banques occidentales par le blanchiment des milliards récoltés.

Philippe Ponge. Il y a un lien avec la politique.

Philippe Adrien. Il y a en effet des sommes considérables qui sont « pompées » sur les consommateurs occidentaux.

Les banques « se sucent » au passage. Il y a du blanchiment d'argent sale.

Daniel. Le Portugal a mené une politique de dépénalisation qui semble avoir été efficace.

Quelle est dans la population carcérale la proportion de détenus condamnés pour des faits liés à la drogue ?

Philippe Adrien. Je ne peux pas répondre à cette question, car pour cela, il faudrait interroger les détenus, identifier ce qu'ils disent de vrai, et même connaître presque la totalité de leur parcours, car le motif de leur incarcération peut être lié à la drogue sans pour autant figurer dans leur dossier.

Jean-Paul. Je n'ai pas de chiffres mais c'est une proportion considérable. Allez voir au Tribunal correctionnel comment la justice est rendue. Ca va très vite, et les peines de prison pleuvent. On voit là la misère du monde.

Comment faire de la prévention vers les ados ?

Philippe Adrien. Les drogues, c'est un phénomène naturel, y compris chez les animaux. Voyez comment se comportent les sangliers ou les vaches après avoir consommé des pommes pourries dont ils raffolent. Tout est question de mesure dans la consommation. Ainsi, J'ai connu une morphinomane de 80 ans qui avait commencé dans les années 1920, et qui n'a jamais arrêté ; elle se procurait de la morphine sur ordonnance ; elle en prenait tous les jours. Trop souvent, les problèmes sanitaires ne sont pas causés par les drogues elles-mêmes, mais par les conséquences des politiques prohibitionnistes et répressives : économie parallèle, délinquance, etc.

Il existe quantité de substances psychotropes mal connues, non illégales. Elles ont parfois des effets indésirables (nausées, ...) qui se révèlent dissuasifs.. Les jeunes font ainsi leurs expériences.

Jean-Paul. Le mieux est sans doute de tenir un discours de vérité : quels sont les effets positifs ressentis ? Quel est le risque d'addiction ? Quelles sont les conséquences en cas d'usage prolongé ou répété... avec des témoignages.

Adrien. Il y a le risque de se reporter vers d'autres substances (le crack, ...).

Philippe Ponge. Le dealer a intérêt à pousser le consommateur vers des drogues plus dures, plus addictives.

Philippe Adrien. Comparons avec l'alcool et le tabac, plus dangereux. Il y a toujours de la consommation. Une distribution légale casse les prix.

Rosine. Avec le crack, l'héroïne, en quelques mois, le type est ratatiné.

Philippe Adrien. L'alcool, c'est pire.

Marine. Mais on est habitué à voir l'alcool comme moins dangereux pour la santé.

Philippe Ponge. Je vois des Montrougiens et Montrougiennes « accros » à l'alcool, ils sont pour certains en danger évident, j'en connaissais quelques uns qui en sont morts malheureusement.

Rosine. La société n'a-t-elle pas intérêt à ce qu'il y ait des gens qui se droguent ?

Philippe Adrien. Aux Etats-Unis, le gouvernement a commencé à attaquer les producteurs de tabac, en raison de leurs responsabilités sur les dépenses de santé. D'un cynisme total, les producteurs de tabac ont fait valoir qu'en allégeant la durée de vie de ces consommateurs, ils allégeaient du même coup les dépenses pour les retraites...

De l'Europe, de l'euro *(fin du débat entre Michel Fenayon et Michel Berger, voir numéros de janvier et février)*

Michel Berger : Tout à fait d'accord pour regretter avec toi ce dialogue à deux qui s'enrichirait d'un débat à plusieurs. Mais cela prend du temps, et celui des retraités que nous sommes est facilement extensible, ce qui n'est pas le cas pour tout le monde.

Certitude ou intime conviction? Ce pourrait être un sujet de bac. Je vois quant à moi une grande différence entre les deux. La certitude a quelque chose de démontrable, l'intime conviction est par essence subjective. J'ai aussi une intime conviction, elle est sur certains points identique à la tienne, et différente sur d'autres. Je pense qu'elle est malléable, alors que la certitude ne l'est pas. C'est la même différence que l'on peut trouver entre l'athée, le croyant et l'agnostique. Les deux premiers affichent des certitudes, le troisième est tolérant et respectueux des autres, il développe une vision humaniste que je revendique comme supérieure. C'est l'absence de certitude qui m'incite à trouver un intérêt au débat et au dialogue. Je n'ai aucune honte à modifier mon intime conviction, tes arguments m'ont convaincu sur certains points. Sur d'autres ils ont généré des doutes, et c'est ce que je voulais dire en m'interdisant toute certitude.

Cela dit il faut bien à certains moments décider, et l'incertitude n'est pas synonyme d'indécision, car l'intime conviction prend alors le relais. Mais elle implique aussi le droit à l'erreur et au doute. Doute parfois douloureux et l'on peut traîner toute une vie le sentiment que l'intime conviction vous a un jour trompé.

Pour en revenir à ton intime conviction sur l'impossibilité de changer l'euro et l'UE de l'intérieur, la mienne me conduit à l'opinion inverse. Je suis convaincu que dans une démocratie, ce qui compte, ce ne sont pas les traités et les lois, mais l'opinion majoritaire des citoyens. Les traités européens existants sont piétinés depuis belle lurette sans que personne ne s'en offusque. Je partage ton "intime conviction" sur la nécessité de "reconstruire quelque chose basé sur la coopération des peuples et des nations", mais je ne pense pas qu'il faille pour autant sortir de l'Euro et de l'UE. J'ai même le sentiment que quitter l'UE n'irait pas dans le sens d'un souci de coopération des peuples.

Si nous partageons à priori la même appréciation sur la nécessité de changer profondément de système économique, tu sembles y mettre pour condition première de casser celui qui existe avant de penser mettre en place un nouveau. À l'inverse je pense peu utile de gaspiller nos forces à "lutter contre". Il me semble plus judicieux de tenter de superposer le plus vite possible un système plus satisfaisant, avec la conviction qu'il ne tarderait pas à supplanter l'ancien. Il suffit alors de laisser ce dernier s'écrouler de lui-même. C'est un peu théorique et difficile à réaliser et il est clair qu'il faut supprimer certaines pratiques avant d'en instaurer d'autres, mais plus on agira en douceur, plus on sera efficace.

Sur les points que tu évoques.

- D'accord les fuites de capitaux sont en partie un épouvantail manié par les libéraux pour justifier les cadeaux fiscaux aux plus riches, et sur ce point je te donne raison. Cela dit l'importance de l'effort fiscal pour parvenir à équilibrer nos comptes sans exagérément peser sur la TVA (l'impôt facile) sera sans précédent.

- **Sur la difficulté d'emprunter** après un défaut même partiel de remboursement de la dette, elle sera en effet facilement compensée par la possibilité d'émettre de la monnaie en quantité suffisante, sans risque automatique d'inflation dans la situation déflationniste que nous allons connaître, au moins au début. Et je t'accorde que l'inflation maîtrisée est un moyen de récupérer de la compétitivité. Mais il y a longtemps que nous ne fonctionnons plus en autarcie, et nous sommes tellement dépendants de nos importations que je doute de la possibilité de relancer si facilement notre économie avec une monnaie nationale trop dévaluée. Mais encore une fois je ne suis pas économiste, et les experts sont assez partagés sur ce sujet.

C'est pourquoi j'aurais préféré que la possibilité d'émettre de la monnaie soit réservée à la BCE pour le compte de l'ensemble de l'Europe. Reste à convaincre l'Allemagne de la nécessité de revoir son rôle.

Même si des émissions de monnaie entraînaient des dévaluations de l'euro, cela n'affecterait pas la majorité de nos échanges commerciaux qui sont intraeuropéens. Ceci mis à part l'énergie hydrocarbonée, dont l'U.E. ne possède pratiquement aucune

réserve, et que les énergies renouvelables prendront du temps à remplacer. Et si en plus on veut sortir rapidement du nucléaire...

il faudrait aussi se poser la question énergétique, car si la consommation d'hydrocarbures est encore longtemps possible, même si elle devient de plus en plus coûteuse, quid de l'effet de serre et du réchauffement climatique. Car ce réchauffement sort rapidement du domaine de l'intime conviction pour entrer dans celui des certitudes...Je crains que la crise énergétique ne surplombe assez vite la crise économique et financière. Il y aurait la dessus beaucoup à dire.

-**Sur la concurrence libre et non faussée**, je me suis déjà exprimé et je pense que c'est un slogan un peu facile. Tu l'associe au dumping fiscal et social, alors qu'il me semble que le dumping est plutôt associé à un défaut de concurrence qu'à l'inverse. Mais cela dit je suis très hostile à la concurrence telle que nous la vivons. J'aspire à une société coopérative, celle de l'être, et non concurrentielle, celle de l'avoir. Mais comme tu le fais remarquer très justement nous allons de plus en plus vers une économie du partage, dans laquelle une part croissante des revenus n'est pas liée au travail fourni par chacun. Ce que les libéraux caricaturent en "Etat Providence". C'est encore un sujet à développer, mais je te renvoie aux travaux de Dominique Méda ou de Jérémy Rifkin (et à bien d'autres..) sur ce que certains appellent "la fin du travail".

- **Sur la réindustrialisation**, nous ne sommes pas nécessairement en désaccord. Mais tu la conditionne à une dévaluation monétaire, dont l'intérêt majeur est d'améliorer notre compétitivité, ce qui est juste, mais tu négliges l'argument que j'ai déjà exposé sur le retard que nous avons pris en matière d'investissements industriels, retard que nous aurons du mal à rattraper, et qui nous rend au moins au départ très dépendants de nos importations. J'aurais préféré que notre compétitivité soit le résultat de notre productivité, en moyenne très bonne en France. Mais bien entendu plus la productivité du travail est grande, et moins l'industrie crée d'emplois à production équivalente. Ce serait à développer, mais contrairement aux thèses libérales, je crois à la fin du mythe de la croissance sans limite, au partage du travail, et à la réduction de sa durée, ou du moins de celle du travail marchand. Car je crois beaucoup au développement des activités gratuites dont nous avons déjà de multiples exemples.

Quant à affirmer le "**droit à l'emploi**", je suis très sceptique. C'est comme le droit au logement, qui n'a pas donné grand chose dans la situation de pénurie dans laquelle nous nous trouvons. Si nous ne créons pas d'emplois en nombre suffisant, c'est vain de le prôner, et si nous en créons assez, c'est inutile.

Je préférerais revendiquer le "droit au juste partage des richesses". Mais il n'y pas (ou plus depuis longtemps...) corrélation entre le travail et le partage de la richesse, même si tout le monde fait semblant d'y croire.

- Je ne connaissais pas le "point Godwin". Après m'être informé, je pense que nous en serions proches si, à bout d'arguments, nous nous étions traités l'un ou l'autre de fasciste, nous en sommes loin. Je faisais simplement référence à l'inflation allemande qui a suivi le traité de Versailles comme une des causes probables de l'hitlérisme. Cela n'a rien à voir avec le "Point Godwin"

Nous avons encore beaucoup de points à discuter, avant d'être bloqués sur nos "intimes convictions"respectives, mais nous risquons de nous lasser et de lasser nos interlocuteurs.

Comme toi j'aimerais que d'autres que nous prennent le relais.

Chaque jour.

Coups de cœur de

Claire d'Aurélie

Chaque jour des choses nous font plaisir, nous choquent. Petites ou plus grandes.

Hier, 19 février, je vais à Paris et traverse le pont du boulevard périphérique. A hauteur du square je ne peux que regarder le panneau de côté de l'abri bus. Vide ! Blanc ! Pas une de ces affiches "capteuses" de nos regards ! Je peux continuer à penser tranquillement sans être détournée. D'autant que quelqu'un (qu'il, elle, soit loué) a, sur cette surface blanche, écrit un mot au feutre noir. En grand, le mot SILENCE. Quelle paix dans toute cette agitation citadine !

Silence, outre le plaisir de cette libération d'espace, j'ai pu reprendre mes pensées vers un livre que je ne saurai trop recommander à mes amis : "*Dans les forêts de Sibérie*" où il est fort question du nécessaire et du superflu, du silence et de l'immensité, de la cabane cocon, des froids terribles, de la dureté, de la beauté des grandes et petites choses. Il y est même question de nos énergies militantes... Quand il faut deux heures contre le vent pour regagner sa cabane, que devient la mesure du temps ? Quand l'immensité du lac est la patinoire du narrateur, avec toute sa beauté, les montagnes alentour, les couleurs incroyables de la glace... que deviennent nos petits luxes ? Deux blinis, un poisson pêché dans le trou à glace (à 200m ou à 1 km de la cabane, selon les jours), des myrtilles ramassées dans la forêt, un verre de vodka. Voilà un repas savouré comme nous le faisons rarement ! Le narrateur y donne aussi nombre de ses pensées mais en peu de mots, sans complaisance. Son intelligence est un régal. Ce livre coûte 17.90 euros. Il les vaut ! Il m'est parvenu par une amie qui me suggère de l'offrir ensuite ; belle façon de lire, de partager et de ne pas abuser du porte-monnaie... mais celui-là... j'ai bien envie de le garder à portée de main ! Je veux bien le prêter !

Dans ma banlieue des années 70, on partageait ainsi livres et revues.

Si j'ose... un livre de poésie : "*C'est à dire*" de Franck Venaille - Mercure de France. Un tout autre livre.

Le film “La Dame de fer”, de la réalisatrice anglaise Phyllida Lloyd et sa compatriote la scénariste Abi Morgan (avec le jeu artistique brillant de la grande actrice Meryl Streep dans le rôle de Margaret Thatcher) peut être ambigu car il peut faire penser à une **opération insidieuse de réhabilitation** des onze années (1979 à 1990) de politique anti-sociale de l’ancienne Première Ministre de Grande-Bretagne. Bien sûr, ce n’ est pas le but de ce film, salué par beaucoup de critiques, comme une interprétation éblouissante de la Dame de fer par Meryl Streep ! Cette oeuvre du cinéma de fiction, “biopic”, même si elle est récompensée par des Oscars ne doit pas rendre sympathique et humaine l’ ancienne occupante du 10, Downing Street !

Cette remarque est largement partagée par les militants progressistes: syndicalistes, politiques, associatifs, altermondialistes, qui ont tous entendu parler des méfaits de la Droite britannique, il y a déjà une vingtaine d’ années ! Le peuple anglais continue d’ ailleurs de souffrir des orientations et des mesures néolibérales du Gouvernement de Margaret Thatcher . Cette dernière a été une briseuse de grèves, la disciple de la doctrine économique de l’ Ecole de Chicago (Milton Friedman, Friedrich Hayek, Keith Joseph . . .) en réduisant le rôle de l’ Etat, en faisant pression sur les salaires, en affaiblissant les services publics, en accélérant la désindustrialisation, au profit de la Finance .

N’ oublions pas, non plus, son intransigeance à propos des Irlandais du Nord, en refusant tout dialogue sur la question de leur autonomie, allant même laisser mourir le militant de l’ IRA et député Bobby Sands (décédé après 66 jours de grève de la faim), et mentionnons aussi la terrible guerre des Malouines menée contre l’ Argentine, en 1982 . . .

D’ ailleurs, si les Conservateurs sont très mitigés au sujet de ce film sorti au Royaume-Uni le 6 Janvier dernier, il y a aussi, pour des raisons évidentes, des réactions négatives de travailleurs (trop souvent lourdement pénalisés, humiliés par le cabinet Thatcher) concernant ce film “amnésique” !

Il est reproché à “ La Dame de fer” de ne pas montrer qui était réellement cette ancienne Première ministre britannique dépourvue de compassion pour ceux qui vivaient dans des conditions difficiles (à cause de sa politique, au service de la City et des multinationales!) et de pas évoquer les dégâts causés au salariés(iées) . On comprend la position notée dans les milieux populaires : l’ impossible pardon devant un tel mépris et la dégradation de leurs conditions de vie .

Hélas, ce type de gouvernance (avec celui, notamment, de Ronald Reagan) a servi d’ inspiration dans de trop nombreux pays où la règle du “laisser-faire du Marché” a entraîné les problèmes socio-économiques et les atteintes environnementales que l’ on connaît . . . Heureusement, il y a eu des organisations (dont la notre: Attac) qui ont entrepris de réagir face à ces dérives, de proposer des alternatives, de réguler donc l’ économie et de “remettre la Finance à sa place” !

Un témoignage sur le Costa Rica.

Pierre Colas

Deux semaines passées là bas, avec un Français comme guide, permettent de découvrir le côté exceptionnel de ce pays démocratique, à bon niveau de vie: pas d’armée ; école gratuite et obligatoire ; santé publique efficace, et gratuite pour les ressortissants ; police omniprésente sur les sites touristiques.

Curieusement la criminalité est élevée (1 mort tous les 5 h en moyenne sur les dernières statistiques) ainsi que les cambriolages.

Le Nicaragua qui se trouve juste au nord, et dont la population est comparable sur une surface trois fois plus grande, est lui dirigé en force. La police et l’armée y sont importantes. 46% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. La délinquance y est faible.

L’enfer est-il pavé de bonnes intentions ???

Remarque: les deux pays se trouvent sur le chemin de la drogue qui va de la Colombie productrice aux U.S. consommateurs. Au Costa Rica l’éducation fait que les avocats sont nombreux et actifs pour défendre les accusés. Les prisons y sont confortables (la vie y serait plus agréable que dans les bidonvilles d’où viennent les étrangers formant les gangs).

Conclusion : notre guide, qui vit depuis 15 ans là bas, préfère demeurer au Nicaragua tout en restant citoyen du Costa Rica où il paye ses impôts.

Agenda

1^{er} mars **Montrouge**

L’énergie : nucléaire, pétrole, charbon, gaz, vent, soleil, ... que faire ?

Réunion-débat avec **Michel Berger**, *ancien président d’Attac92*

20 h30 à la Maison des Associations, 105, avenue Aristide Briand, à Montrouge

L’énergie est une des composantes fondamentales de la vie. Toutes les avancées de l’humanité eu pour origine une mutation énergétique.

Les énergies fossiles ont emmagasiné l’énergie solaire au cours de milliards d’années d’existence de notre terre . Or ces énergies sont sur le point de disparaître où plutôt de se dégrader en quelques siècles d’usage. Nous en arriverons inéluctablement à la fin .

Plus grave, la transformation des réserves fossiles carbonées en dioxyde de carbone entraîne à plus ou moins long terme un inéluctable réchauffement climatique, dont il est difficile de déterminer et les conséquences et les échéances. Mais il est clair qu’elles sont proches au regard de l’histoire du monde.

L’énergie nucléaire que nous utilisons fait porter sur les populations de graves risques ; la question des déchets n’est pas résolue ; en outre, elle consomme " de l’uranium, qui n’est pas non plus inépuisable ...

Quelles sont alors les voies qui s’offrent à nous ? les économies d’énergie, les énergies renouvelables (solaire, éolien, ...), l’énergie nucléaire ? On tentera d’en mesurer les enjeux et les conséquences.

7 mars

Bagneux

Nous ne paierons pas leurs dettes! Solidarité avec le peuple grec 19 h 45 Salle des Bas – Longchamps Place du Port Galant - Bagneux

Services publics, santé, éducation, financement des collectivités locales, allocations sociales, retraites, hausse de la TVA, réforme du droit du travail... L'austérité généralisée écrase les peuples en Europe et en France sous le prétexte de «rassurer les marchés»... **On nous somme de payer une dette qui n'est pas la notre.**

Ensemble, disons non à l'austérité !

« Il faut rassurer les marchés ! Il faut sauver notre triple A ! Il faut des plans de rigueur, on n' a pas le choix ! » Voilà la chanson dominante aujourd'hui. Le spectre de la Grèce est agité comme une menace. Acceptez la rigueur, sinon ça vous arrivera !

De sommets européens « exceptionnels » en plans d'austérité « urgents », la dette publique est devenue cet épouvantail, destiné à effrayer l'opinion publique et promouvoir des politiques régressives, **en court-circuitant le débat démocratique**. Les dépenses publiques, la protection sociale, les services publics, font ainsi l'objet d'attaques incessantes, alors que le problème est ailleurs.

Pour que, dans nos têtes, ne règne pas le fatalisme du « il-n'y-a-pas-d'alternative-à-la-rigueur ».

Pour lever la chape de plomb de la résignation.

Pour rouvrir le champ des possibles économiques et sociaux.

Pour rendre le pouvoir à l'imagination politique.

Face aux arguments massues du discours officiel, il est nécessaire de diffuser les analyses alternatives et la contre-information, de mener les luttes nécessaires.

A l'initiative d'Attac et de la Fondation Copernic avec le soutien des organisations : les Alternatifs, Parti Communiste Français (PCF) Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), ... Faisant suite à la journée de mobilisation syndicale européenne du 29 février, cette réunion s'inscrit dans la semaine d'action qui est prévue du **5 au 12 mars des collectifs d'audit citoyen (plus de 100) contre l'austérité, le Pacte budgétaire ("règle d'or") et en solidarité avec le peuple grec**. Des initiatives sont prévues partout en France.

15 mars

Clamart

Audit citoyen sur la dette publique,

Réunion publique organisée par le Collectif Clamartois d'Audit Citoyen sur la dette publique, constitué à l'initiative d'Attac 92 Clamart

20 h 30 salle bleue de la Maison des Sports

La situation économique actuelle est préoccupante, et nous voyons peu d'éclaircies se profiler à l'horizon. Les conséquences sur les citoyens sont déjà présentes : déremboursement continu des médicaments et des actes médicaux, fermetures d'hôpitaux et de maternités, allongement du temps de cotisation pour pouvoir prétendre à la retraite et diminution des pensions, réduction des aides sociales à ceux qui en ont pourtant un besoin crucial, réduction de postes d'enseignants, d'éducateurs, de psychologues scolaires. Et inversement, augmentation du chômage notamment chez nos jeunes, augmentation de la précarité et pauvreté croissante, augmentation des inégalités et par voie de conséquence délitement du lien social...

Pour justifier ces plans d'austérité, on nous parle quasiment quotidiennement de la dette publique, inexorablement croissante et qui explose ces dernières années. Mais que savons-nous de la dette ? D'où vient-elle, à quoi a servi l'argent emprunté ? La dette publique a-t-elle été contractée dans l'intérêt de tous ?

Courrier des lecteurs.

T.V. réagit à l'éditorial du n°55 (pourquoi devrions-nous payer leur dette ?) : Je défends aussi cette position et estime qu'aucun candidat à la présidence n'est aujourd'hui crédible, n'ayant pas remis en cause la légitimité de la dette. Un audit et un transfert du paiement de la dette vers ceux qui en ont profité en ne payant pas l'impôt qui était le leur depuis 40 ans est la seule solution pour retrouver une autonomie financière et une capacité d'action publique ; d'autant que ce sont ces favorisés qui ont souvent souscrit aux titres nationaux. Ne parlons même pas des privatisations amicales des outils de production comme France Telecom, EDF, ou les autoroutes.

Par ailleurs, le *Canard Enchaîné* prétend que Total paie 0% d'impôt société et l'ensemble du CAC 40 4% pour un bénéfice déclaré en France de 100 milliards d'euros. Ne sont pas comptabilisés les bénéfices délocalisés ou produits ailleurs... ce qui laisse imaginer la marge de manœuvre que pourrait avoir un gouvernement décidé en matière de fiscalité. Le *Canard* relève aussi que notre Liliante nationale ne paie que 6% d'impôt après application du bouclier fiscal.

Alternatives économiques pour sa part retient 110 milliards de niches fiscales dont au moins 80% sont déclarées sans effet sur l'économie par les études qui en ont été faites.

110 milliards de niches fiscale + 54 milliards du service de la dette à comparer avec les 160 milliards que l'Etat emprunte chaque année pour boucler son budget.

Par ailleurs, je signale une réflexion intéressante suite à un débat sur le forum d'*Alternatives Economiques*, à savoir l'idée d'exonérer l'impôt société et les cotisations sociales et de développer l'IRPP progressif et sans aucune politique d'abattement quelconque pour garder à l'impôt sa simplicité, sa lisibilité et donc toute sa valeur citoyenne. Il est bien évident que les 4% d'impôts du CAC 40 rapporteraient ainsi bien plus à l'Etat sans pour autant nuire à la compétitivité des entreprises. Cette réforme aurait aussi le mérite de doper la compétitivité des entreprises les plus faibles et de laisser survivre celles qui peinent à faire du bénéfice mais assurent néanmoins de l'emploi, bien moins coûteux financièrement et socialement pour la collectivité que l'assurance du chômage.

JCM. Dette : Lors de la réunion sur les impôts que tu as organisé, il a bien été dit que l'impôt sur le revenu était à peu près égal au service (les intérêts) de la dette. Il est donc important d'avoir à l'esprit que plus il y a de dette et plus le risque de défaut (largement fictif) est important, et le plus il y a des revenus du capital. Ce n'est donc pas perdu pour tous le monde.

Il faut se souvenir que c'est la *gôche* (Berregovoy) qui a inauguré l'obligation pour l'Etat d'emprunter sur le marché privé des capitaux (il n'y a pas pire financières que les derniers convertis à la Religion financière).

J'ai regretté d'avoir loupé la **discussion sur le chômage**. Je crois qu'il y a un point sur lequel nous divergeons totalement : tu dis que l'homme n'est pas fait pour travailler, et moi je pense que la mise à la retraite (notamment) est une catastrophe. En fait nous ne parlons pas de la même chose, et le mot "emploi" ou "travail" ne recouvre pas les mêmes notions dans les deux cas.

Il me semble complètement oiseux de discuter sur le fait que le chômage de masse est voulu ou non par le patronat. Bien entendu, plus il y a d'offre et moins la main d'oeuvre est docile et bon marché. Mais à partir du moment où la Terre est surpeuplée, en regard des ressources vitales, et à partir du moment où les machines sont capables de remplacer avantageusement 98% de ce qui pourrait se faire à la main, la vie humaine, travailleur ou oisif, ne vaut pas plus que celle d'un rat ou d'une mouche.

La religion économique (qui est en train de remplacer toutes les autres) tend à structurer l'ensemble des activités humaines pour le maximum de profit du capital (qui est entre les mains d'une minorité infime, les grands prêtres de cette nouvelle Eglise). Pour augmenter le profit, il faut (avant même de produire, ce qui est presque trop facile) développer des marchés, donc créer des besoins croissants, donc de plus en plus artificiels. C'est le boulot de l'industrie du

bourrage de crâne (dont la TV est la partie la plus visible). L'effet le plus éclatant de la mondialisation n'est pas qu'il n'y a plus d'usines en France, mais que des millions de Chinois ne rêvent que de voitures, smartphones etc ... Une fois que la demande est là, la production n'est plus qu'un problème trivial (il y a des surcapacités partout, notamment en main d'oeuvre). Dans un tel système le consommateur est bien plus précieux que le producteur.

Quels sont les besoins de l'être humain ? Une fois que le gîte (19° l'hiver) et le couvert est assuré (attention au surpoids), il ne reste plus qu'à savoir quoi faire de son temps. Or ce temps est employé avec le maximum de plaisir, pour la majorité des gens "normaux" en frottant sa cervelle avec celle des autres. Or ce besoin là n'est pas comblé par les TV et autres abrutissements collectifs à télédistance. Il pourrait l'être par le travail.

Les chasseurs-cueilleurs étaient certainement les plus heureux, puisqu'ils étaient "contraints" de vivre dans les conditions auxquelles quelques milliards d'années d'évolution les avaient parfaitement adaptés (comme un poisson dans l'eau).

La révolution néolithique, qui permet de nourrir 100 fois plus de monde, est restée dans la mémoire collective comme la fin de l'âge d'or, la chute, la sortie du paradis terrestre ... avec la nécessité du travail, le début du capitalisme (les greniers à grain) ... Les rois et les guerres. Toutes les tribus (rarissimes) qui y sont demeurées ont toutes en commun (sans s'être donné le mot, puisqu'elles sont séparées par des continents) d'interdire à un chef de devenir puissant (donc de créer un royaume). Le chef est le plus prestigieux, le plus écouté, mais il doit rester pauvre et modeste (il ne peut pas dîner au Fouquet's sans perdre immédiatement son rang). Ce qui est la sagesse même.

La révolution industrielle, qui permet de nourrir encore 10 ou 100 fois plus de monde a mis l'outil, la machine, sur le trône et dégradé l'homme en ouvrier, c'est à dire en esclave de la machine. Ces machines sont physiques (la machine à vapeur) ou organisationnelles (la division du travail). Ce qu'on appelle le néo-libéralisme n'est que le dernier avatar de ce Moloch qui consomme de la chair humaine avec autant d'avidité que les autres ressources (air, pétrole ...). Ce système ne tient qu'à la croyance partagée en les bienfaits de la croissance (de quoi ?) et de la religions unique de l'appât du gain (le but de toute existence est le gain d'argent).

Dans ces conditions **qu'est-ce qu'un emploi ?** ce n'est même pas l'application de la loi d'airain (nourrir assez l'ouvrier pour qu'il puisse se reproduire) mais le minimum vital (pour qu'il reste un consommateur, avec juste assez d'initiative pour allumer sa TV). Quels sont les emplois d'avenir ? réparer les machines qui ne savent pas encore se réparer elles-mêmes, nounou dans le XVIème arrondissement (emplois dit de services) ?

Comment sortir de ce big-bang financier, qui incidemment est par effet secondaire (il n'y a même pas de complot, sinon ce serait reconnaître que le Diable existe réellement) un big-crunch humain et écologique ?

Par le travail. **Le vrai travail.** Pas celui qui est au service des machines. Celui qui est d'abord une satisfaction pour celui qui l'exerce. Le travail qui grandit, celui qui n'est que le prolongement de l'Ecole, qui fait qu'on apprend quelque chose de nouveau chaque jour de sa vie. Comment peut-il être rémunéré ? D'abord et avant tout par la satisfaction du travail bien fait, puis la considération générale, l'approbation d'un cercle plus ou moins large (n'est pas Madona qui veut ... heureusement) de proches ou de collègues. Ensuite, puisqu'il faut bien manger, le bol de riz quotidien (avec le gaspillage actuel, c'est juste le dernier bouton de guêtre à ne pas oublier...). Il suffit (Yaka, Faukon) de mettre le veau d'or sur le tas de fumier (transgénique et radioactif), de promouvoir chacun en "fonctionnaire" (au service de sa communauté), de réhabiliter le travail bien fait comme une valeur éminente (ou ce qui revient au même d'instituer le sabotage - celui dont on dit "c'est pas du boulot" en honte suprême). C'est tout. Et le pire est que tout le monde, les jeunes générations en particulier, serait complètement d'accord. C'est simplement une question de religion, ou de civilisation, à l'heure d'Internet il n'y a peut être même pas besoin d'un Bouddha, d'un Gandhi ou d'une Jeanne d'Arc pour lever l'étendard. On est indignés, c'est entendu, maintenant qu'est-ce qu'on fait ? on retrouve ses manches et on ne regarde plus la pendule ?

Organisation d'ATTAC 92

Siège social: 6, rue Ledru-Rollin 92150 Suresnes attac92@attac.org

Site internet: <http://www.local.attac.org/attac92> (Eric Thiébaud) (web.attac92@attac.org)

Président d'ATTAC 92 : Eric Colas president.attac92@attac.org

Secrétaires : Jean-Louis Michniak secretaire.attac92@attac.org Vice-secrétaires : Sophie Maloberti, Cécile Ganeval

Trésorier : Hubert Guérinet Trésorière adjointe : Rosette Kebabdjian

CNCL Attac Ile-de-France : Cécile Ganeval Groupe communication : Hubert Guérinet, Christian Hamon, Cyril Pocréaux

Fichier : Nicolas Lasman Correspondant Electronique Local Jean-Paul Allétru

Groupes de proximité :

Bagneux : Daniel Monteux Asnières : Guy Rodary Clamart : Thérèse Villame Antony : Cécile Ganeval, Florence Lauzier, Hubert Nadin

Colombes : Bernard Kervella, Adda Bekkouche Clichy : Jean Quebre, Marthe Chabrol

Rueil-Malmaison/ GP Mont Valérien : Cyril Pocréaux Suresnes/GP Mont Valérien : Michel Fenayon Nanterre/ GP Mont Valérien : Jacques Pinoteau

Courbevoie : Annie Reynaud Montrouge : Jean-Paul Allétru; Catherine Sindicas; Marjorie Gaudemer Genevilliers : Nelly Viennot

Bulletin d'adhésion 2012

NOM (en capitales) : **PRENOM :** **Homme / Femme (rayer la mention inutile)**

Date de naissance : **Profession :**

Adresse : **Code postal :** **Ville :** **Pays :** **Téléphone fixe :**

Mobile :

Adresse électronique (pour recevoir les informations d'Attac) :

J'adhère à l'association Attac et verse pour l'année civile 2012 la somme (comportant l'abonnement de 10 € à

Lignes d'Attac) de : cochez le montant choisi, en fonction de votre tranche de revenu mensuel (si vous ne souhaitez pas recevoir Ligne d'ATTAC, précisez le et retirez 10 €) :

tranches de revenu mensuel	de 0 à 450 € : 13 €	de 450 à 900 € : 21 €	de 900 à 200 € : 35€	de 1 200 à 1 600 € : 48€
	de 1 600 à 2 300 € : 65 €		de 2 300 à 3 000 € 84 €	de 3 000 à 4 000 € : 120 €
	au-delà de 4 000 € : 160 €			

Il m'est possible d'apporter un soutien complémentaire à l'association : je procède à un apport supplémentaire de

J'effectue le règlement (rayer la mention inutile) :

par chèque bancaire ou postal

par carte bancaire n° :

3 derniers chiffres : date d'expiration :

signature :

A adresser par courrier à ATTAC, Service adhésions, 60732 Sainte Geneviève cedex - France

Les informations recueillies sont nécessaires à votre adhésion. Elles font l'objet d'un traitement informatique et sont destinées au secrétariat de l'association. En application de l'article 34 de la loi du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au siège d'Attac France.

Angle d'attac, chez Eric Colas, 141 avenue Jean Jaurès 92140 Clamart Responsable de la publication : Eric Colas (president.attac92@attac.org)